

## Pétitions

**Des voix:** D'accord.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 1<sup>re</sup> fois et l'impression en est ordonnée.)

**M. le vice-président:** Quand le projet de loi sera-t-il lu pour la deuxième fois? A la prochaine séance de la Chambre?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

[Traduction]

## PÉTITIONS

## ON DEMANDE UNE ENQUÊTE SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES CHIMIQUES

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir et l'honneur de présenter une pétition au nom d'un certain nombre d'habitants de Hinton en Alberta, Edmonton en Alberta; Kaslo, New Denver, Ainsworth, Meadow Creek, Nelson, Winlaw, Slokan, South Slokan, Fruitvale, Johnsons Landing et d'autres centres.

Ces pétitionnaires s'inquiètent du nombre croissant d'herbicides et d'insecticides chimiques qui se sont révélés dangereux pour la santé. Ils affirment que ces produits chimiques sont aussi nocifs, à court et à long terme, pour d'autres organismes terrestres et aquatiques que ceux qu'ils combattent.

Ils demandent donc à la Chambre des communes de faire entreprendre une enquête publique complète sur l'utilisation des pesticides et plus particulièrement sur les aspects sécurité, mise à l'essai, enregistrement et réglementation, afin de trouver d'autres façons de mener la lutte antiparasitaire, de façon biologique et à l'aide de pesticides tirés des plantes, notamment.

● (1710)

## OPPOSITION AU PROJET D'AGRANDISSEMENT DE L'AÉROPORT DE DORVAL

**L'hon. Bob Layton (Lachine):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre des communes une pétition signée par de nombreux habitants de la circonscription de Lachine.

Cette pétition complète une pétition précédente adressée au ministre de l'Environnement (M. McMillan) et au ministre des Transports (M. Crosbie) et signée par plus de 1 300 habitants. Les pétitionnaires s'inquiètent du projet du ministère des Transports d'agrandir l'aéroport de Dorval aux dépens du club de golf municipal de Dorval qui sert de zone tampon récréative entre leur communauté et l'aéroport depuis 27 ans. Les pétitionnaires craignent que la perte de cet espace vert ne nuise à la qualité de la vie dans leur communauté.

Ils demandent donc humblement au Parlement de reconsidérer les plans d'agrandissement actuels et de maintenir le terrain de golf existant qui garantit une zone tampon adéquate entre l'aéroport international de Dorval et les zones résidentielles voisines.

## QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

**M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, je suis heureux aujourd'hui de déposer la réponse aux questions n<sup>os</sup> 123 et 132.

[Texte]

M. KURT WALDHEIM

Question n<sup>o</sup> 123—Mme Finestone:

1. Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1986, le gouvernement a-t-il donné à l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies des instructions au sujet de l'interruption du paiement par les Nations Unies d'une allocation annuelle de retraite à M. Kurt Waldheim et, dans l'affirmative, lesquelles et quelles mesures l'ambassadeur a-t-il prises au sujet de l'interruption du paiement de ladite allocation de retraite?

2. Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1986, le Canada a-t-il consulté d'autres pays au sujet du dossier Kurt Waldheim et, dans l'affirmative, a) lesquels, b) qu'en a-t-il résulté?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** 1. La mission du Canada auprès des Nations Unies à New York a reçu instruction de se renseigner et de faire rapport sur la possibilité pour les Nations-Unies d'annuler la pension de retraite d'un ancien secrétaire général.

La mission nous a fait savoir que la pension de M. Waldheim lui a été accordée suite à une résolution de l'assemblée générale des Nations-Unies. Il faudrait donc une nouvelle résolution de l'assemblée pour annuler cette pension; une majorité des deux-tiers des voix serait requise étant donné qu'il s'agit d'un poste budgétaire. Il est fort douteux qu'une résolution à cet effet obtiendrait un nombre suffisant de voix.

2. Oui. a) États-Unis d'Amérique, Autriche, Australie, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, France, Israël, Grèce, Yougoslavie, Pays-Bas. b) Ces consultations ont permis au gouvernement de suivre l'évolution de l'affaire et ont contribué à l'élaborer de la position du Canada.

## L'AIDE AUX PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Question n<sup>o</sup> 132—M. Howie:

En 1986, le gouvernement a-t-il accordé aux agriculteurs du Nouveau-Brunswick de l'aide sous forme de paiements pour la récolte de pommes de terre et, dans l'affirmative, quel a été le total de l'aide versée?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Oui, 3 130 000 \$.

[Traduction]

**M. Lewis:** Je demande, monsieur le Président, que les autres questions restent au *Feuilleton*.

**M. le vice-président:** On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire. Les autres questions sont-elles reportées?

**Des voix:** D'accord.